

Les origines de Radio-Brazzaville

Les origines de Radio-Brazzaville - Entretien avec Pierre Bernard
Article paru dans *Espoir* n°54 mars 1986

Pierre Bernard, mobilisé en septembre 1939, et affecté un peu plus tard comme officier de liaison auprès d'une unité britannique, est évacué de Bray-Dunes, près de Dunkerque, en 1940.

En Angleterre, désireux de continuer le combat, il s'adresse aux autorités britanniques qui l'envoient aux « free french ». Engagé dans les Forces Françaises Libres, il fait sur le bateau qui l'emmène vers Dakar, la connaissance des frères Desjardins (), se joint à eux et à quelques autres pour aller à Brazzaville donner une voix et une radio indépendantes à la France Libre.

Jusqu'en septembre 1944 il vit l'aventure de Radio-Brazzaville, le seul poste qui, ignorant les vicissitudes et les servitudes que les rapports entre la France Libre et les alliés imposent aux ondes françaises, à Londres, Alger ou ailleurs, reste le porte-parole du général de Gaulle.

C'est cette aventure qu'a fait revivre Pierre Bernard dans l'entretien qui suit et qu'il a eu avec Bruno Leroux et Olivier Delorme, à l'Institut Charles-de-Gaulle, le 9 juillet 1985.

Question : Pierre Bernard, pouvez-vous nous indiquer dans quelles circonstances la petite équipe d'hommes qui fondèrent Radio-Brazzaville s'est constituée, et comment vous y êtes-vous joint ?

Pierre Bernard : Incorporé dans les Forces Françaises Libres à Londres le 13 juillet 1940, agent de liaison auprès du Q.G. du général de Gaulle, je me suis embarqué en août, sur le « Westerland », qui devait nous conduire de Liverpool à Dakar, pour rallier à la France Libre la capitale de l'A.O.F. C'est au cours de la traversée que j'ai fait connaissance des frères Desjardins, et que j'ai appris l'existence d'un très récent projet, de constituer à Dakar, un service d'information et un poste de radio international de la France Libre, qui fussent essentiellement français et en dehors de tout contrôle britannique. Pour le reste c'est l'improvisation la plus complète qui présida à la mise sur pied de ce projet, et notamment au recrutement, sur le bateau, de l'équipe qui serait chargée de le mettre en œuvre. Plusieurs des « élus » avaient eu, avant la guerre, des rapports plus ou moins éloignés avec le journalisme, notamment l'agence Havas ; d'autres, comme moi qui étais antiquaire, et qui le suis redevenu après la guerre, ont été recrutés pour leur connaissance des langues étrangères, et pour leur enthousiasme.

C'est seulement après l'échec devant Dakar que nous nous sommes dirigés sur Brazzaville : il faut dire que le choix n'était alors pas bien grand, d'endroits sous l'administration de la France Libre qui disposaient des installations nécessaires à la mise en marche de notre projet, sans moyens techniques ni financiers amenés de l'extérieur.

Q. : Comment s'est passé votre installation à Brazzaville ? Qu'avez-vous trouvé à votre arrivée ?

P.B. : Un premier bateau nous a amenés de Freetown, en Sierra Leone britannique où nous avait débarqué le « Westerland », jusqu'au Cameroun. A Douala l'accueil a été brillant puis

nous avons pris la route assez rapidement pour Bangui, avec une vingtaine de véhicules, contournant le Gabon non encore rallié et emportant tous les matériels disponibles susceptibles de nous être utiles. Moi-même, devant m'occuper des programmes musicaux, j'ai ramassé tous les disques que j'ai pu trouver, des colons me donnant, au fil du voyage, des disques qu'ils possédaient.

Arrivés à Bangui, nous avons embarqué sur de pittoresques bateaux à roue et à vapeur, tendus de larges bâches, qui nous ont emmenés en quatre jours à Brazzaville — c'était la période des hautes eaux — c'est là que nous avons dressé nos premiers plans d'installation. L'accueil à Brazzaville a été plutôt frais, le ralliement des autorités civiles et militaires avait eu lieu d'assez mauvaise grâce et essentiellement à cause de l'autorité et de l'engagement personnel du gouverneur Eboué. Le commandant de la garnison de qui nous dépendions puisque nous étions militaires, après avoir examiné les papiers de quelques-uns d'entre nous a lancé un « Mais combien y en a-t-il de ces aventuriers ? » qui en disait long sur la manière dont il nous considérait.

Les contacts avec la société locale ont été longs à établir. Les colons de l'endroit n'étaient finalement pas très favorables au général de Gaulle et pendant quelque temps, nous qui étions ses porte-parole « purs et durs » avons été en quelque sorte tenus à l'écart.

Q. : Il existait sur place deux postes, l'un tenu par des broussards, le Radio- Club, et le poste de radio télégraphie, destiné aux communications P.T.T. Comment, techniquement, avez-vous utilisé les installations existantes ?

P.B. : Desjardins avait un plan qui consistait à augmenter la puissance des stations existantes pour couvrir d'abord l'A.E.F. et les pays limitrophes à partir du poste local pour en faire finalement une station internationale. L'homme qui dirigeait le Radio- Club, M. Boileau, qui avait déjà un certain âge, nous a considérablement facilité la tâche et nous avons installé quatre émet teurs dans un local minuscule, couvert de chaume, et dont les portes restaient ouver tes : c'était le seul moyen d'aération qui permettait aussi à nos auditeurs d'entendre chanter les coqs ou coasser les crapauds selon l'heure. Nous étions à la limite de la ville blanche, alors que le poste technique de retransmission se trouvait à plusieurs kilomètres de là, en bordure de la ville noire. Le renforcement de la puissance s'est effectué petit à petit grâce à de nouveaux matériels et aux techniciens, de la marine notamment : il s'agissait quand même largement de bricolage, ce qui n'a pas empêché qu'un mois après notre installation, le 11 novembre 1940, de passage à Brazzaville, rapide comme tous ses passages, et après le « ralliement » du Gabon, le Général a pu enregistrer un discours diffusé dans toute l'A.E.F. Ensuite notre puissance d'émission n'a cessé de croître jusqu'à l'installation d'un grand émetteur en 1943. Parallèlement l'équipe, d'une demi-douzaine au départ, a augmenté jusqu'à la trentaine en 1943 et doublé ensuite avec des apports massifs de personnels venus du Proche-Orient, de la Réunion, des U.S.A. et du Canada, recrutés par les missions de la France Libre de ces régions, alors que le recrutement local a été tout à fait négligeable.

Q. : Et les émissions, de quoi se composaient-elles ?

P.B. : L'essentiel était constitué par les bulletins d'information. Assez vite nous avons eu des émissions en anglais, espagnol, italien et même portugais et jusqu 'en six langues étrangères, ceci avec l'aide de volontaires étrangers : une Anglaise, Jean Hughes, une Américaine, Helen Scott, qui est devenue plus tard à Paris l'assistante de François Truffaut, un Grec... En mai 1942, nous émettions chaque soir en anglais de 19 h 45 à 20 heures G.M.T., après quoi venait

une demi-heure de musique. Mais dès la fin de ce même mois, installés dans de nouveaux locaux avec plus de moyens, nos émissions sont devenues plus nourries. J'étais plus particulièrement chargé de la programmation musicale — presque uniquement de musique enregistrée. La petite discothèque constituée au long du voyage avait fini par atteindre les 2 000 disques ; à partir de 1942 nous avons pu passer des commandes pour arriver assez vite à un fonds de 6 000 disques environ : concerts classiques, variétés françaises et aussi américaines.

Un jour, le Général est passé dans mon bureau et m'a dit : « C'est très bien Bernard, tous ces bons concerts que vous nous faites, de musique classique et moderne, mais est-ce que vous ne croyez pas qu'un peu de musique militaire ne serait pas appropriée? » Fin 1941 j'avais déjà reçu une note me demandant de passer régulièrement la marche lorraine et la Marseillaise. Ce que nous avons fait.

Mais l'essentiel était, bien sûr, composé des bulletins d'information, qui ont été de plus en plus nombreux et complets. Les sources que nous utilisions étaient d'abord les télégrammes d'agences, d'origines variées, neutre, alliée mais aussi ennemie. Notre service d'écoute était tout à fait remarquable et nous a permis très souvent de donner des informations de grande importance en toute première exclusivité, grâce aux recoupements et synthèses que nous faisions à partir d'éléments reçus de sources différentes.

Nous avons ainsi pu établir, les premiers, et avec une grande précision, le moment où le tonnage de bateaux construits par les alliés dépassait le tonnage des bateaux coulés. Cette écoute systématique a été rendue possible par la collaboration d'Africains recrutés sur place et formés en un temps record par des radiotélégraphistes de la marine, François Le Boulanger, Kermarec et Briere. Ce personnel, à qui on avait appris l'écoute en morse et la dactylographie, s'est d'ailleurs remarquablement adapté aux perfectionnements techniques intervenus pendant la guerre, lorsque sont apparus les onduleurs qui ont remplacé l'écoute directe par des bandes où s'inscrivaient des traits et des points.

Q. : Les structures ont-elles aussi évolué entre le début et 1943 ?

P.B. : Bien entendu, au niveau administratif tout cela s'est structuré petit à petit. Au directeur, s'est ajouté un secrétaire général, puis des chefs de service pour les émissions vers l'étranger, l'Afrique, la France...

Au début chacun faisait un peu n'importe quoi puis, au fur et à mesure, les fonctions se sont spécialisées. Pour ma part, en dehors des programmes musicaux, je parlais au micro un grand nombre d'heures par jour et étais chargé de reportages sur notre environnement africain proche et plus lointain.

Q. : Disposiez-vous de correspondants de guerre qui couvraient les opérations militaires sur le terrain ?

P.B. : Pendant longtemps les autorités militaires ont été très réticentes à nous voir donner de la publicité à des opérations qui, comme celles de Leclerc dans le sud saharien, étaient largement fondées sur le secret et la surprise. Avec Leclerc, les choses ont été particulièrement difficiles et nous n'avons pu avoir aucun correspondant affecté auprès de lui jusqu'en janvier 1943. Il n'avait guère conscience de l'importance de la propagande et ce qui commandait avant tout son attitude, c'est qu'un homme de plus, non combattant, c'était

deux litres d'eau en moins pour les autres : le sous-officier qu'il avait affecté aux rapports avec nous, et qui devait nous fournir les données, était astreint à toutes les obligations et corvées des autres sous-officiers de son unité.

Q. : Le contenu des bulletins d'information était-il donné brut, par la lecture de dépêches ou, étant conscient d'être la voix de la France Libre, donniez-vous des commentaires spécifiques qui, par exemple, ne pouvaient pas passer sur la B.B.C. en raison de désaccords entre le général de Gaulle et les Britanniques ?

P.B. : Chaque bulletin commençait par un sommaire, avec les informations marquantes — telle victoire soviétique, tel désastre naval, telle colonie britannique tombée aux mains des Japonais — mais ensuite, chaque rédacteur donnait son commentaire des événements. Le choix des informations dépendait largement du public auquel il était destiné et le contenu changeait suivant qu'on s'adressait à la Résistance française ou aux Nords-Américains. De plus, nous avons absolument conscience d'être la seule radio française qui défendait intégralement les intérêts de la France. Contrairement à d'autres radios en français, notre attitude vis-à-vis de Vichy par exemple n'a jamais varié, celle d'une opposition la plus catégorique, sans aucune indulgence, ce qui n'a pas toujours été le cas de ceux qui utilisaient, sous son contrôle, un instrument prêté par la Grande-Bretagne. A Brazzaville, nous étions chez nous et, par conséquent, nous avons la liberté d'exprimer complètement notre sentiment. Au moment du débarquement américain en Afrique du Nord, de l'imbroglio Darlan, puis de Giraud à Alger, nous sommes toujours restés d'une seule voix derrière le général de Gaulle. Parfois même nous y allions un peu fort.

Loin de Paris, vivant en vase clos et dans un esprit ardent de conviction nous avons tendance à forcer l'événement, et plusieurs fois, des amis dévoués sont venus nous calmer un peu, nous dire qu'il fallait ménager les Espagnols parce que beaucoup de Français passaient par là pour rejoindre l'Angleterre ou l'Afrique du Nord, ou les Américains, parce que, sans leur puissance industrielle, nous ne pourrions pas grand-chose.

Nous avons même reçu un jour un émissaire de la Résistance intérieure que nous avons d'abord considéré comme un tiède, tellement il bousculait les idées que nous avons sur la Résistance en France. Nous voulions croire et faire croire que la grande majorité des Français était dans la résistance active et nous avons beaucoup de difficultés à admettre ce qu'il nous disait, qu'elle n'en rassemblait qu'une infime minorité.

Nous étions tout à fait persuadés d'être en étroite liaison de pensée avec le Général et d'être les seuls interprètes intransigeants de ses convictions ; nous avons d'ailleurs rarement été démentis, les consignes de modération venant parfois de Londres, mais trouvant le plus souvent leur origine chez les distingués représentants diplomatiques ou militaires de nos alliés, à Brazzaville même.

Q. : Avez-vous personnellement rencontré le général de Gaulle à cette époque ?

P.B. : J'ai eu très souvent à lui passer la parole au micro, il n'avait devant lui qu'un minimum de notes mais possédait à fond son sujet : un jour que je le conduisais en voiture du bureau de la rédaction, en ville, au studio d'émission à Poto Poto, il m'a ainsi exposé presque intégralement le discours qu'il allait prononcer.

Si nous le voyions plus souvent dans les périodes de crises avec les alliés, après l'armistice de

Saint-Jean-d'Acre, ou lors de la crise de Madagascar, c'est parce qu'à ce moment-là il ne pouvait compter que sur nous et nous avons toujours eu l'impression d'avoir une place à part dans son cœur. J'ai retrouvé une lettre de février 44 où j'écrivais ceci : « Vous êtes certainement au courant de la dernière visite à Brazzaville du général de Gaulle. En 48 heures, il a ouvert la conférence africaine, passé des revues, remis des décorations, inauguré le monument Savorgnan-de-Brazza et le stade Félix- Eboué, prononcé des discours, c'est le moins qu'on pouvait attendre de lui.

Pour moi, j'attendais quelque chose de plus, une émotion passagère, une exaltation durable. J'étais étonné de ne l'avoir pas ressentie dès l'arrivée de l'avion, comme à chacune de ses précédentes visites. Gui de nous avait changé ?

Ce n'est qu'à la fin du deuxième jour, après une journée particulièrement épuisante, de cérémonies particulièrement ennuyeuses, que je me suis aperçu avec joie que le changement était seulement superficiel. De Gaulle est arrivé à 18 h 30 pour visiter le service de l'information ; on l'attendait depuis 17 heures et les petits nouveaux du service, qui ne le connaissaient pas encore, déploraient le contre temps et leurs frais de toilette : enfin puisque les clairons ont sonné, on le verra tout de même et peut-être nous serrera-t-il la main. Le Général est resté jusqu'à 22 h 45, non seulement on l'a vu et il a serré toutes les mains, mais encore il paraissait renseigné sur le compte de chacun à qui il a pu dire un mot personnel, puis il nous a rassemblés dans la grande salle de la popote après avoir visité minutieusement toutes les parties du service et nous a expliqué longuement, posément, sur le ton d'une causerie amicale ce qu'il pensait du service et de son organisation, de ses membres, de tout ce qui avait été fait et de ce qui restait encore à faire. Et les nouveaux ont très bien compris ce que les anciens savaient déjà : pourquoi de Gaulle chérit l'information de Brazzaville plus que tout autre organisme officiel ou privé de la France Libre. »

Q. : Parmi les rares archives sonores de Radio-Brazzaville on a trace de cette visite et de Gaulle, s'adressant à votre équipe dit : « Vous êtes véritablement la « voix de la France », parce qu'à Alger, il y a des difficultés techniques et il y a aussi (et il hésite sur le mot) des servitudes. » C'est bien là que l'on ressent toute la valeur de disposer d'un poste en territoire français, en dehors de tout contrôle ou pression alliés, ce qui n'était le cas ni à Londres ni à Alger. Et avec les radios de Vichy ou d'Afrique du Nord, quels étaient vos rapports ?

P.B. : Nous les écoutions très régulièrement et mettions en garde nos auditeurs contre toute propagande provenant de cette source, sans pour autant essayer de répondre à tous les mensonges qu'elles déversaient : il y en avait trop ! Avec le poste de Dakar, il y a eu des tentatives réciproques de brouillage ; quant au poste pirate, monté par les Allemands et intitulé Radio-Brazzaville II, je ne me rappelle pas en avoir jamais eu connaissance. De France et à condition de le vouloir, on nous entendait d'ailleurs très bien. Nous diffusions en clair des messages personnels aux familles ; moi-même, j'adressais à ma famille un message tous les 25 du mois, et nous avons eu un grand nombre de témoignages que nous étions entendus et écoutés non seulement en Afrique, mais en France et même aux U.S.A. J'ai gardé une lettre datée du 23- 12-42 m'indiquant qu'au sud d'une ligne passant par le Maryland, le Kansas, le Texas et le Tennessee, on ne nous entendait pas; ce qui veut dire qu'au nord de cette ligne on nous entendait.

Q. : Un nouvel émetteur, beaucoup plus puissant, est donc installé en juin 1943...

P.B. : Oui, en fait ce nouveau matériel avait été prévu dès notre installation, mais il coûtait

cher et devait venir des U.S.A. par mer, en plusieurs livraisons. Au terme de longues négociations, Desjardins avait réussi à passer commande ; la France Libre n'était pas très riche, les Américains pas très empressés et le transport maritime peu sûr, ce qui fait que l'équipement en question s'est plusieurs fois retrouvé au fond avec la nécessité de reprendre tout à zéro.

La construction du bâtiment qui devait correspondre à l'augmentation de puissance de notre émetteur et donc à la diversification de nos émissions a été terminée bien avant que l'émetteur lui-même ne soit installé. Long d'une centaine de mètres, tout en rez-de-chaussée, surplombant le Congo, il était prévu pour le travail d'une centaine de personnes et nous nous sommes retrouvés, à trente, très à l'aise à l'intérieur : la grande innovation était que, désormais, les locaux administratifs, ceux de la rédaction et les studios d'émission se trouveraient au même endroit et que nous n'avions plus besoin de courir, sous les intempéries, au studio rudimentaire du Radio-Club et à celui de Poto Poto.

L'installation de l'émetteur a entraîné un renouvellement de l'équipe, une augmentation des effectifs et un regain d'activité : pour le débarquement en Normandie nous émettons sans interruption 18 heures sur 24. Desjardins parti, il est remplacé par Daniel Schlumberger, l'archéologue du Proche-Orient, puis par Géraud Jouve et enfin Max Clos venu de Beyrouth, ce qui s'est insensiblement traduit par un changement d'atmosphère certains membres de la première équipe ont demandé à se rapprocher de la France, je l'ai demandé aussi mais j'ai compris assez vite qu'on me garderait encore un moment. L'ambiance est devenue administrative avec un grand A, il était maintenant question d'heures supplémentaires, d'obligations de service... J'ai retrouvé une lettre où je disais qu'à cette époque je me sentais moralement démissionnaire.

Enfin, mon état de santé nécessita mon rapatriement par Pointe-Noire et Toulon, en septembre 1944 et, pour Radio-Brazzaville, la période de l'après-guerre était déjà entamée.